

**Vous ne pourrez pas dire à vos enfants ou à vos petits-enfants
que vous ne saviez pas ...**

Lettre ouverte aux élus et à la population

Madame, Monsieur,

" Des milliardaires qui occupent les suites de luxe jusqu'aux immigrants entassés en fond de cale, tous sont embarqués dans le même voyage – et pour le même naufrage. Et pourtant, alors que l'iceberg approche et que le bateau devrait dévier de son cap, l'orchestre continue de jouer, les passagers de se distraire, et l'équipage de passer de groupe en groupe afin de rassurer tout le monde " écrit Nicolas Hulot dans " Le syndrome du Titanic " (Chez Calman-Levy– ISBN 2-7021-3418-1)

Mais nous ne serons pas les seuls à sombrer ; combien de milliards d'hommes ne pourront plus, avant la fin du siècle, survivre sur une Terre dévastée ? **Et vous ne pourrez pas dire à vos enfants ou à vos petits-enfants que vous ne saviez pas ...**

L'empreinte écologique est une mesure de la pression qu'exerce l'homme sur la nature. C'est un outil qui évalue la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchets (l'ensemble des coefficients qui sont pris en compte dans la détermination de "l'empreinte écologique" sont détaillés sur http://www.wwf.fr/empreinte_ecologique/). A l'échelle d'une personne, l'empreinte écologique est une estimation de la superficie nécessaire pour répondre à l'ensemble de vos besoins en ressources naturelles. L'empreinte globale a grimpé de 80% entre 1961 et 1999 pour atteindre un niveau de 20% supérieur à la capacité biologique de la Terre. Mais de fortes disparités existent: si tous les humains vivaient comme la moyenne des étatsuniens, il nous faudrait 5 Terres et 3 en vivant tous comme la moyenne des européens. Pour ne pas dépasser cette empreinte il nous faudrait vivre comme la moyenne des chinois ou des indiens. Alors, quelles solutions? Interdire à 3 milliards d'humains l'accès aux normes de confort ou de consommation occidentales? Pour nous, habitants des pays riches, diminuer par 3 ou 5 nos consommations ? Plus globalement, orienter une diminution drastique de la population terrestre par une grande campagne mondiale d'incitation assorties de garanties sociales?

La majorité des élus, la majorité des hauts fonctionnaires et la majorité des média ont refusé de prendre l'exacte mesure du problème qui transparaît depuis maintenant plus de 30 ans (en 1972, suite à la demande du Club de Rome une équipe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology diffuse le rapport Meadows connu sous le nom de "Rapport du Club de Rome" . Les conclusions des chercheurs sont simples : tant que le modèle global comporte certaines boucles "positives", notamment la recherche de la croissance annuelle de la production industrielle - ce qui est le projet de tout pays aujourd'hui - , l'effondrement est inévitable avant 2100 quel que soit l'optimisme prévalant sur les autres hypothèses.).

Nous vous reprochons, vous élus, de ne pas, aujourd'hui, prendre les problèmes à bras le corps ... qu'attendons-nous ? qu'il soit trop tard, que les problèmes ne puissent plus être traité qu'autrement que par l'extermination des $\frac{3}{4}$ de la population, dernière solution possible pour la survie de la Terre dans un système capitaliste?

Nous vous reprochons de ne pas réagir, et de nous laisser engagés dans de multiples impasses: nous en citerons quatre qui sont d'ailleurs interdépendantes!

L'impasse énergétique : (Voir les détails sur le site du polytechnicien Jean-Marc Jancovici, spécialiste des questions énergétiques : <http://www.manicore.com/>)

La production de pétrole culminera aux alentours de 2020, pour inexorablement décliner ensuite.

Avec un taux de croissance de 2% par an (et on peut se poser la question de savoir si la Chine et l'Inde, avec leurs plus de 2 milliards d'habitants qui eux aussi souhaitent pouvoir se déplacer en automobile, avoir chaud l'hiver et frais l'été, partir en vacances et manger de la viande, construire et consommer, voudront bien se limiter à cette croissance) , c'est en 2050 que nous aurons consommé toutes les réserves mondiales prouvées (800 Gtep) et vers 2100 que nous aurons consommé toutes les réserves mondiales prouvées et supposées (4000 Gtep)

Ah, bien sur, on peut espérer la découverte d'une nouvelle source d'énergie aussi pratique que le pétrole, et si possible sans émission de CO2 ... vous prenez le risque de ce pari ?

L'impasse climatique:

Jean-Marc Jancovici écrit "*Si l'évolution climatique que nous avons enclenchée devait aboutir à l'appauvrissement des écosystèmes, à la disparition de ressources naturelles (sols cultivables, ressources maritimes, etc), à des désertifications, à une division par trois de la production agricole, à une recrudescence de phénomènes extrêmes, à des migrations, voire à des guerres, il est évident qu'il y aurait des répercussions sur la santé, et que l'espérance de vie baisserait..../... A cause de la très grande inertie de certaines des composantes de la machine climatique, l'évolution que nous avons mise en route aura donc des conséquences pendant quelques milliers d'années, quoi que nous fassions désormais..../... Toutefois il est encore entre nos mains d'avoir une évolution forte ou faible, un changement d'ère climatique ou peut-être une simple modification gérable de l'ère actuelle.*"

La prolongation des tendances concernant nos émissions de CO2 conduit à une élévation de température moyenne de la planète: le haut de la fourchette dépasse maintenant les 8 °C en un siècle. Personne ne sait prévoir les terribles conséquences probables d'une telle élévation.

Et l'application du Protocole de Kyoto, s'il est un premier pas positif, ne changera pas grand chose au problème: pour compenser nos émissions de CO2 en excès, il faudrait boiser l'intégralité des terres aujourd'hui cultivées dans le monde, un quart des terres émergées (c'est aussi l'équivalent des forêts actuelles).

L'impasse alimentaire:"*Si nous voulons pouvoir nourrir 6 milliards d'êtres humains sans détruire la planète qui nous héberge, il nous est impossible de poursuivre dans la voie de l'agriculture productiviste telle qu'elle est pratiquée depuis un quart de siècle sous la gouverne des industries alimentaires.*

Car ce mode de production est aujourd'hui en partie responsable de l'érosion des sols, des changements climatiques, de la dégradation de la qualité de l'air et de l'eau, de la disparition de milliers d'espèces de plantes et d'animaux sauvages et domestiques. Dans nos assiettes, notre alimentation, polluée par des pesticides et des engrais, compromet l'avenir de nos enfants et affecte notre santé (76 produits toxiques dans le sang des parlementaires européens !) . Trente-cinq mille exploitations agricoles disparaissent encore chaque année en France, soit une toutes les quinze minutes. Au-delà de nos frontières, les lois du marché basées sur ce modèle d'agriculture ont aussi contraint des millions de gens à abandonner leurs cultures vivrières au profit des cultures occidentales affamant davantage des populations déjà démunies" résume en quatrième de couverture de "l'impasse alimentaire ?" le Comité de veille écologique et Karine Lou Matignon ("L'impasse alimentaire" Fayard – ISBN: 2-213-62084-9) Il est inutile de citer ici tous

les chiffres et toutes les pollutions citées dans ce livre, mais il y a quand même un chiffre à retenir: les 27 milliards d'euros distribués aux grandes exploitations par l'Europe, lesquels proviennent évidemment de vos impôts, correspondent exactement au total des achats de pesticides et d'engrais.... simple transfert de subvention!

On voudrait nous faire croire que les agriculteurs français sont plus raisonnables, que la consommation d'engrais et de pesticides s'est stabilisée depuis 1980. C'est oublier, que dans le même temps, le nombre d'exploitations et le nombre d'exploitants ont diminué. La surface agricole utile diminue également tous les ans du fait de l'urbanisation et des équipements (actuellement moins de 30 millions d'ha). Mais le comble, les jachères ont été multipliées par 5 (243 000 ha en 1988 à 1 227 000 ha en 2000). C'est la plus spectaculaire hausse de toutes les cultures principales du pays (voir les chiffres des recensements agricoles dans <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr/> Autrement dit, la friche subventionnée est classée pour cette raison dans les cultures principales du pays. Le calcul est simple et la supercherie aussi: moins d'agriculteurs polluent autant sur une plus petite surface. Les aliments sont ainsi plus que jamais concentrés en pesticides et engrais chimiques de synthèse.

Comment peut-on encore soutenir politiquement une agriculture pétrolière et chimique, endettée et assistée par les subventions européennes et nationales, non créatrice d'emplois, qui participe au pillage et à la misère du Tiers-Monde? un secteur qui réduit d'année en année sa population active, alimentant le chômage des autres secteurs en difficulté. Cela signifie une plus grande dépendance alimentaire de la société vis-à-vis d'une minorité: 900 000 exploitants pour 60 millions d'habitants ; dépendance qui ne peut que s'aggraver par restriction à l'activité agricole et par restriction à l'accès à la terre. Les agriculteurs, qui ont choisi la voie de l'agriculture industrielle, qu'ils possèdent ou louent la terre, par agrandissement et accumulation de terres, profitant de la disparition des petites exploitations, excluent ainsi la possibilité à d'autres de vivre différemment de la terre. Comment expliquer ainsi la diminution constante du nombre des agriculteurs et l'augmentation corrélative de la surface moyenne des exploitations? Entre 1988 et 2000, les exploitations de moins de 75 ha ont diminué de plus de la moitié alors que les exploitations agricoles de plus de 75 ha ont augmenté de plus de la moitié. L'accès à la terre pour ceux qui veulent une autre agriculture s'en trouve ainsi verrouillée. Avec une installation pour trois départs en retraite, comment peut-on croire en l'avenir d'une agriculture nourricière et plus respectueuse de l'environnement? Rappelons également qu'il ne reste plus que 10% des grands poissons dans l'Atlantique Nord, par rapport au début du siècle dernier.

L'impasse monétaire: . C'est à notre avis le nœud gordien qu'il faudrait couper, c'est cette impasse qui est la cause de toutes les autres impasses.

Le principe fondamental sur lequel repose notre système monétaire, est que la monnaie est générée uniquement par l'endettement et non pas, comme elle le devrait, par la production des richesses. En avril 2004, la dette de l'Etat est de 998 Md€ (le seul paiement des intérêts de cette dette de l'Etat - sans même parler de rembourser une partie du capital - est le 2^e poste budgétaire, avec plus de 10% des dépenses), la dette des entreprises de 1114 Md€, la dette des particuliers de 612 Md€, et le total est donc de 2724 Md€. A la même date, l'épargne représentait 737 Md€. La différence est de 1987 Md€ . Il est facile de conclure que l'endettement collectif est moralement injustifié et mathématiquement impossible à résorber: en effet, pour rembourser, c'est-à-dire alléger la dette, il faut disposer de monnaie elle-même obtenue par un endettement. L'opération serait neutre s'il ne fallait verser des intérêts qui au final alourdisent la dette, mais du fait de l'intérêt, dont la monnaie n'est jamais émise en même temps que le capital qui le génère, vouloir résorber la dette par des économies est mathématiquement sans espoir. Pourquoi le gouvernement devrait-il payer un intérêt à un système bancaire privé pour l'usage de sa propre monnaie, qu'il pourrait émettre lui-même, sans intérêt?

La réponse - qui prouve bien l'énorme manipulation dont nous sommes tous victimes - est dans l'article 104 du Traité de Maastricht qui stipule " *il est interdit à la BCE et aux Banques Centrales des Etats membres d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publiques des Etats membres...*". Il sera bientôt intégré, sans que personne ne s'y oppose, dans la future constitution européenne défendue par nos grands esprits de droite comme de gauche. S'il est adopté, l'Europe deviendra le seul et unique pays au monde et dans l'histoire où l'indépendance absolue d'une Banque Centrale aura été constitutionnalisées. L'article vaut d'être cité : " *Ni la BCE, ni un membre quelconque de ses organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions, organes ou agences de l'Union, des gouvernements des Etats-membres ou de tout autre organisme. Les institutions, organes ou agences de l'UE ainsi que les gouvernements des Etats-membres s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la BCE dans l'accomplissement de leur mission* ".

Thomas Edison écrivait déjà: "*Il est absurde de dire que notre pays peut émettre des millions en obligations, et pas des millions en monnaie. Les deux sont des promesses de payer, mais l'un engraisse les usuriers, et l'autre aiderait le peuple. Si l'argent émis par le gouvernement n'était pas bon, alors, les obligations ne seraient pas bonnes non plus. C'est une situation terrible lorsque le gouvernement, pour augmenter la richesse nationale, doit s'endetter et se soumettre à payer des intérêts ruineux.*"

Les quatre impasses citées ont un dénominateur commun : le système capitaliste

Ce système qui permet le transfert permanent des richesses des plus pauvres vers les plus riches, des emprunteurs vers ceux qui disposent des capacités préalables d'épargne.

Le coupable, c'est ce système où l'obsession du "toujours plus" de la consommation prime chaque fois sur le "toujours mieux" pour la société, ce système où l'avoir prime sur l'être, ce système de l'accumulation et de la "satisfaction" des envies et jouissances immédiates au détriment de la génération qui nous suit directement et du futur de la Terre.

Et puisque le dénominateur commun de ces impasses se trouve être le système capitaliste, c'est celui ci qu'il faut changer. Ni avec des rustines de ci de là, ni par un système marxiste ou communiste, mais par le socialisme, et son système monétaire "l'écomonétarisme".

Il est encore temps de redresser la barre, mais il faut faire vite. Oublier les prochaines échéances électorales et la démagogie qu'elles imposent. Vous, les politiques, il va falloir prendre des décisions qui ne seront pas souvent appréciées par vos électeurs. Vous, les électeurs, vous, les citoyens, il va vous falloir voter courageusement pour les voies nouvelles, malgré la remise en question profonde de toutes vos certitudes en matière d'économie, malgré la crainte de l'inconnu que pourrait vous inspirer une voix divergente dans le concert ultra-libéral.

Nous, les socialistes (<http://www.societal.org>), nous accusons le système ultra-libéral et capitaliste, ce système où la seule valeur est la consommation, ce système où le toujours plus prime chaque fois sur le toujours mieux, ce système où l'avoir prime sur l'être. Nous avons démontré qu'il n'est nul besoin de capital pour produire, que la quantité de monnaie doit suivre la production et être détruite lorsque la production est consommée, qu'il n'y a aucune raison de l'épargner, mais que la production doit être détaxée en fonction de son effet social, en termes de bienfait social et écologique.

Les progrès de la mécanisation nous permettent aujourd'hui de produire tout ce dont nous avons besoin.

Mais aujourd'hui, tout ce dont nous avons besoin, ce n'est jamais assez ... il nous faut en

plus tout ce dont nous n'avons pas besoin dans une spirale sans fin, et tant pis pour les ressources non renouvelables, les conséquences du réchauffement et des gaz à effet de serre, les pollutions des sols et des rivières, l'épuisement du pétrole, la pauvreté absolue de plus d'un tiers de la population terrestre. Et pourtant, comme dit le sage: "Le bonheur n'est pas dans la possession malade de tout ce qui existe. Le bonheur réside dans la jouissance paisible du nécessaire".

Ce sont les marchandises (ou services) qui font la valeur de la monnaie. En produisant toutes les marchandises, une Nation fait la valeur de la monnaie; il revient donc - pour chaque Nation ou groupe de Nation - , à un organisme public de créer la monnaie gratuite au nom de la collectivité.

La seule application de ce dernier principe changerait la face du monde

Diffusez ce texte , faites le circuler, il faut que chacun sache!

Envoyez le à tous vos amis et connaissances, aux députés, aux ministres, aux sénateurs, aux maires, aux conseils généraux et aux conseils régionaux, sur toutes les listes de discussion, les forum et autres sites. Spammez, utilisez les mêmes "armes" que les autres! Et tant mieux s'ils le reçoivent plusieurs fois.

Et si ce texte ne vous plaît pas, écrivez-en un autre ou inspirez vous de celui-ci... Cela n'a aucune importance, le principal est de "faire savoir" par tous les moyens.

(Texte écrit par A-J Holbecq, économiste, auteur de "Un regard citoyen sur l'économie", Éditions Yves Michel - ISBN:2 913492 11 8 et par des membres du GRESSO" - Groupe de Recherches Économiques pour un Système Sociétal).

La dernière version mise à jour se trouve sur :

<http://www.societal.org/Vousnepourrezpasdire.pdf>